

Burundi : 2 millions d'€ pour le développement de ressources en eau polyvalentes

BAD/AfDB, 26-mar-2024 Burundi : La Facilité africaine de l'eau approuve un financement de deux millions d'euros pour le développement de ressources en eau polyvalentes. La Facilité africaine de l'eau a approuvé un don de deux millions d'euros au Burundi pour le projet d'« Développement des ressources en eau et du barrage polyvalent de Ruvyironza » (PRODERER), afin d'améliorer la sécurité hydrique et alimentaire du pays, et de renforcer l'accès à l'électricité de la population.

Bien que le Burundi soit une nation agricole, il est confronté à une insécurité alimentaire et énergétique. Environ 92 % des terres sont utilisées pour l'agriculture, qui constitue la principale source de revenus et de subsistance pour environ 90 % de la population et fournit 80 % des emplois. La sécurité énergétique du Burundi est également faible, avec un manque généralisé d'accès à l'électricité (11,1 % en 2020) et des coûts de production élevés (0,20 dollar par kWh). Les services de base en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène restent insuffisants ; seulement 62,4 % de la population a accès à des services d'eau potable (57,7 % dans les zones rurales, 90,7 % dans les zones urbaines). On estime que 45,7 % de la population a accès à des services d'assainissement de base (46,4 % dans les zones rurales, 41,3 % dans les zones urbaines) et que seulement 6,3 % de la population a accès à des services d'hygiène de base (4,1 % dans les zones rurales, 19,4 % dans les zones urbaines). Le financement de la Facilité africaine de l'eau facilitera la mise en œuvre du projet PRODERER, qui améliorera la résilience socio-économique des populations dans les zones du projet en augmentant la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique. Les travaux comprennent plusieurs études de faisabilité pour les infrastructures hydrauliques, hydroagricoles et hydroélectriques, dont l'important barrage polyvalent de Ruvyironza dans la province de Gitega. Les résultats attendus comprennent une disponibilité accrue de l'eau pour la production d'énergie hydroélectrique, l'irrigation et la consommation domestique, ainsi que l'adaptation et la résilience au changement climatique grâce à l'amélioration des capacités de stockage de l'eau. La préparation de projets bancaires jettera les bases du développement d'infrastructures polyvalentes de stockage et d'approvisionnement en eau dont le Burundi a grand besoin. Cela contribuera à renforcer la sécurité de l'eau dans la région, ce qui permettra d'améliorer les moyens de subsistance, les résultats sanitaires, ainsi que l'adaptation et la résilience au changement climatique.», a déclaré Metchera Chirwa, coordinateur de la Facilité africaine de l'eau. Les résultats attendus du développement de l'infrastructure comprennent la production de 22 mégawatts d'hydroélectricité et la fourniture de services d'eau et d'assainissement à plus de 270 000 ménages ruraux dans les provinces les plus touchées par le manque d'approvisionnement en eau, à savoir Cankuzo, Gitega, Karuzi, Muyinga et Ruyigi. Le projet permettra également d'installer un système d'irrigation souterrain sur 14 674 hectares, parallèlement aux efforts de restauration des bassins versants dégradés en amont. Parmi les bénéficiaires du projet, il faut compter 417 000 personnes supplémentaires dans les zones urbaines de Gitega, Muyinga, Cankuzo et Karuzi, surtout en ce qui concerne les investissements dans l'accès à l'eau potable, la production et la distribution d'énergie. Quinze agents des ministères concernés recevront une formation. Au total, 681 546 personnes, dont 50 % de femmes, en bénéficieront. Le projet devrait créer 244 emplois pendant la phase de préparation et entre 5 000 et 7 200 emplois lors des investissements en aval. Le ministre burundais de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage mettra en œuvre le projet avec l'appui technique du Programme subsidiaire des lacs équatoraux du Nil sur une période de 24 mois, à compter de mars 2024. Le projet PRODERER s'aligne sur la stratégie 2017-2025 de la Facilité africaine de l'eau et répond à trois des « High 5 » de la Banque mondiale pour le développement : « clarifier l'Afrique et l'alimenter en énergie », « Nourrir l'Afrique » et « Assurer la sécurité alimentaire et la croissance verte 2021-2030 du pays ».